

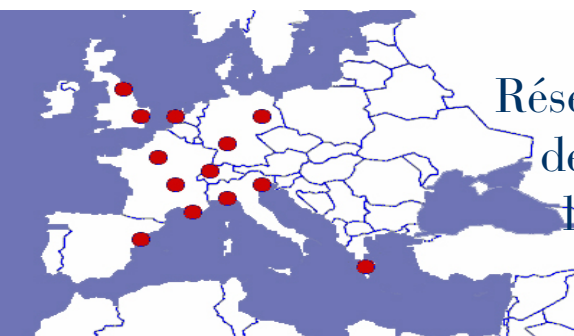
REMSH

DL 3

Automne 2005 / Contrat n° : HPSE-CT-2002-50018



DL 3 L'Europe, aux défis de la Méditerranée ?



Réseau thématique des centres européens
de recherche en sciences humaines sur
l'ensemble euro-méditerranéen - 5^e PCRD

Maison méditerranéenne des sciences de l'homme - MMSH (UMS 841)
5, rue du Château de l'Horloge – B.P. 647 – 13094 – Aix-en-Provence cedex 2 – Tél : 04 42
52 40 45 – Fax : 04 42 52 43 66
<http://www.mmsh.univ-aix.fr>
http://periples.mmsh.univ-aix.fr/REMSH/entree_remsh.htm

rapport | **DL 3**

Thierry Fabre

Coordinateur scientifique du Réseau REMSH 1, Pôle EuroMed, MMSH

L'Europe, aux défis de la Méditerranée ?

Cette note de synthèse résulte des différents travaux menés par le réseau REMSH au cours des trente derniers mois.

L'Europe, aux défis de la Méditerranée ? Que signifie exactement cette question ?

Il s'agit en tout premier lieu d'une question posée par l'Europe, à propos du monde méditerranéen, et non l'inverse. Il convient donc de bien prendre garde du regard qui est ainsi construit et des analyses que cette posture internationale « descendante », du Nord vers le Sud, sont susceptibles d'induire. Il serait prudent, et sans doute pertinent, d'imaginer que l'on puisse renverser le regard. Si l'Europe se sent mise au défi dans ses relations avec le monde méditerranéen, il serait en effet judicieux d'imaginer ou au moins de se représenter quels défis l'Europe pose quant à elle à l'autre rive de la Méditerranée. Cette capacité à décentrer notre regard, à ne pas simplement considérer que l'Europe est le centre à partir duquel les questions doivent nécessairement se poser, est une exigence dans l'analyse des relations internationales aujourd'hui.

L'Europe est en effet porteuse d'une « bonne parole¹ », qui dit le droit, la façon dont les choses doivent être définies, et pas autrement, et elle ne se rend pas compte, le plus souvent, que cette façon d'écrire l'histoire et de poser les termes du débat répond d'abord à ses intérêts.

Lorsqu'on interroge, l'Europe, aux défis de la Méditerranée, il faut bien avoir à l'esprit que d'autres points de vue pourraient tout à fait avoir *lieu d'être* si nous déplacions les lignes de nos cartes mentales.

Il s'agit, à partir de cette note de synthèse, d'éviter une vision par trop unilatérale, surtout à propos de questions aussi sensibles que les défis démographiques et migratoires, les défis identitaires et culturels et les défis politico-stratégiques.

L'analyse de ces défis est située, dans un temps et dans un lieu. Les scénarios esquissés, à partir des défis identifiés, ne sont que des hypothèses de travail. Quelles formes prendront les relations entre Europe et Méditerranée dans les années à venir ? Les dynamiques de la conflictualité, les tentations de la marginalité ou les ambitions d'un projet partagé ? Quelles politiques communautaires pourraient être définies à partir de ces différents scénarios ?

Autant de questions auxquelles cette note de synthèse se propose d'apporter quelques éléments de réponse.

¹ Karoline Postel-Vinay, *L'Occident et sa bonne parole*, Paris, Flammarion, 2005

I/ Mesurer les défis

La configuration des relations qui se dessinent, entre Europe et Méditerranée, nous amène à relever trois types de défis :

- des défis démographiques et migratoires
- des défis identitaires et culturels
- des défis politiques et stratégiques

Les défis économiques, importants mais qui ne seront pas ici analysés, relèvent d'autres types de travaux que ceux réalisés dans le cadre du réseau REMSH.

La dimension humaine des relations entre Europe et Méditerranée nous est apparue comme une question stratégique.

1/ Les défis démographiques et migratoires

Il faut partir d'un constat, mesurer des écarts et mieux prendre en compte les besoins pour tenter de se faire une idée plus précise des défis démographiques et migratoires, entre Europe et Méditerranée.

• *Un constat*

Le débat politique en Europe est aujourd'hui focalisé sur l'immigration. Or, comme le constate le démographe Chris Wilson² : « Au cours des cinquante dernières années, l'afflux net de migrants dans les vingt-cinq pays qui constituent actuellement l'Union européenne et la distinguent du reste du monde se situe probablement entre 10 et 15 millions de personnes. Au cours de la même période, il y a eu plus de 300 millions de naissances dans ces 25 pays de l'UE. Et même de nos jours, avec une migration nette vers l'Europe proche de son plus haut niveau historique et un taux de fécondité au plus bas, le nombre total de naissances par an dans l'Union européenne est encore quatre fois supérieur au nombre d'immigrants par an. »

Ces données démographiques de base relativisent les discours volontiers alarmistes sur « l'invasion » qui tendent à faire de l'Europe une « citadelle assiégée ». Toutefois, les événements d'octobre 2005 à Ceuta et Mellila, où des réfugiés africains ont tenté de franchir massivement les frontières barbelées de l'Union européenne, confortent les images « d'invasion » que les médias diffusent largement. Il existe ainsi une construction de notre regard sur la frontière Sud de l'Europe. Reste qu'au plan démographique l'Europe va connaître dans les années à venir un profond vieillissement de sa population.

• *Des écarts*

Comme l'observe le démographe Chris Wilson³ : « En 1950, la population totale des vingt-cinq membres de l'actuelle Union européenne atteignait 350 millions d'habitants ; les 10 pays

² Chris Wilson, « Transitions démographiques en Europe et dans le Bassin méditerranéen », in *Les défis et les peurs entre Europe et Méditerranée*, Actes-Sud, novembre 2005, p 22.

³ op-cit, p 23-24.

Méditerranéens en comptait environ 70 millions. Depuis 1950, les tendances respectives se sont inversées, la population de l'Europe ayant peu augmenté (455 millions aujourd'hui), tandis que l'accroissement a été énorme dans les 10-Méd (250 millions en 2004). Bien qu'un élément d'incertitude concernant l'avenir demeure, il est à peu près certain qu'une augmentation substantielle de population va se poursuivre dans les 10-Méd, mais que la population des 25-UE risque de peu ou pas du tout progresser, voire même de régresser. Les Nations unies prévoient que, en 2050, les deux groupes totaliseront 400 millions d'habitants chacun. ». Ce rééquilibrage démographique est susceptible de profondément changer la donne dans les relations entre les ensembles européen et méditerranéen.

Les pyramides des âges inversées, entre pays européens et méditerranéens, donnent une image assez précise des écarts démographiques qui se dessinent dans les années à venir. Ces configurations démographiques parviendront –elles à mieux s'imbriquer voire à se compléter, ou au contraire seront-elles l'expression d'une relation faite de tensions et d'incompréhensions ?

Les éléments de réponse à ces questions ne sont pas démographiques mais plutôt politiques, économiques ou culturels.

Sur un strict plan démographique, selon les conclusions de Chris Wilson, il apparaît que « les forces démographiques sous-jacentes à l'œuvre suggèrent fortement que les mouvements migratoires vers les 25-UE vont constituer un phénomène important et croissant. Etant donné l'histoire et la géographie que nous avons en commun, il paraît certain qu'une grande part de ces migrants proviendra des 10-Méd. La façon dont ce processus se met en place va jouer un rôle déterminant dans la nature des relations entre les pays du pourtour méditerranéen. ».

Peut-on, dans ces conditions, parler de besoins de populations ?

• *Des besoins*

La question est désormais posée : l'Europe a-t-elle besoin de nouvelles migrations ?

Le constat démographique semble l'indiquer, notamment pour des pays tels que l'Italie, l'Espagne ou la République Tchèque, où le taux de fécondité est de 1,2 ou moins, alors que le seuil de remplacement de la population est à un taux de fécondité de 2,1 (enfant par femme).

Cette réalité démographique, fondée sur des besoins, qui peut par exemple expliquer les politiques de régularisation de clandestins en Italie ou en Espagne, soulève des problèmes politiques, sociaux et humains complexes dans les sociétés européennes.

Le discours officiel, renforcé par les accords de Schengen et par l'instauration d'une politique de visas le plus souvent draconienne, est celui d'un strict contrôle des frontières de l'UE.

Comment, dans ces conditions, répondre aux besoins en populations que les grandes tendances démographiques indiquent ? Une série de paradoxes et de contradictions sont en train de pointer à l'horizon des relations euro-méditerranéennes sur le plan humain.

Paradoxes et contradictions

La fermeture des frontières, qui est aujourd'hui la position officielle de la Commission européenne comme de la plupart des gouvernements, peut-elle se pérenniser ? Il y a là un défi majeur pour les années à venir.

Une première contradiction apparaît avec la « brutalisation » de la frontière Sud de l'Europe. On compte en effet entre 2000 et 3000 morts par an de clandestins qui cherchent à entrer dans l'UE. Or le manque d'attention, d'émotion et de visibilité à propos de ces disparus, comparables en nombre aux disparus des attentats du 11 septembre à New York contre les *Twin Towers*, constitue un défi humain de première grandeur.

L'Union Européenne, qui se drape volontiers dans ses valeurs démocratiques et dans le respect des droits humains, pourra difficilement continuer à faire comme si cette réalité humaine à ses frontières ne se posait pas. Elle tend à sous-traiter cette politique sécuritaire à ses frontières aux pays partenaires de la rive Sud, qui ne sont plus seulement des pays d'émigration, mais qui deviennent, avec l'arrivée d'un grand nombre de sub-sahariens, des pays d'immigration. C'est notamment le cas du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et plus encore de la Libye. Comme l'observe le géographe Ali Bensaad : « Si la Méditerranée est une ligne de faille entre l'Europe et son Sud, le Sahara fonctionne quant à lui comme une fracture, une réplique à cette faille, ramenée à l'intérieur des Sud de cette Europe. »⁴

Le déplacement de la frontière Sud de l'Europe jusqu'au Sahara et cette délégation de la répression des migrations africaines, ne sont pas sans soulever des contradictions entre l'exigence de démocratisation requise par l'UE pour les pays du Sud de la Méditerranée dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, et la demande d'exercer une répression accrue qui peut aller jusqu'à la création de véritables camps de rétention dans ces différents pays. Ce défi humain, qui remet en cause les principes et les valeurs sur lesquels reposent les systèmes politiques européens, ne pourra pas rester très longtemps souterrain.

Les besoins des pays de l'UE en main d'œuvre, qualifiée et moins qualifiée, qui semble se dessiner pour les vingt ans à venir, compte tenu des tendances démographiques aujourd'hui identifiées, sont susceptibles de changer profondément la donne. La convergence des intérêts devrait rééquilibrer les termes de l'échange et les conditions de la négociation à propos de la circulation des personnes entre Europe et Méditerranée.

Il est assez vraisemblable qu'une part significative de ces besoins en main d'œuvre viendra des pays méditerranéens et africains voisins de l'Europe. Reste que l'installation durable de ces populations en Europe ne se fera pas sans soulever de vives questions d'identités et de cultures, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, en particulier aux Pays Bas, en Grande Bretagne ou en France.

⁴ Ali Bensaad, « La faille méditerranéenne et sa réplique saharienne », in *Les défis et les peurs, entre Europe et Méditerranée*, Actes Sud, novembre 2005, p 78

2/ Les défis identitaires et culturels

Ils sont complexes, multiformes et dépendent largement des contextes, nationaux et internationaux, dans lesquels ils s'inscrivent. Un point de cristallisation apparaît cependant aujourd'hui autour de la relation entre l'Europe et l'Islam.

Un certain nombre de précisions et de précautions s'avèrent ici indispensables. On parle d'Islam comme fait de civilisation et pas simplement de l'islam comme religion. Cette distinction est d'importance dans la mesure où elle permet de prendre en compte la diversité des apports d'une civilisation qui compte plus de treize siècles d'histoire et qui ne peut être limitée à sa seule dimension religieuse. Il existe en effet de plus en plus une assignation identitaire qui tend à définir l'Autre uniquement à partir de sa religion, comme si cette dimension de l'identité et de l'appartenance était la seule.

On observe, dans le contexte international de l'après 11 septembre, puis des attentats de Madrid et de Londres, des glissements de sens dans le langage courant du type : islam = islamisme = djihadisme = terrorisme...

Le travail de recherche en sciences humaines et sociales vise justement à déconstruire ces fausses évidences qui se répandent dans l'opinion et instaurent une *doxa* volontiers trompeuse.

Un des enjeux majeurs pour surmonter les défis identitaires et culturels que soulèvent les relations entre l'Europe et l'Islam, c'est comme nous y invite les anthropologues, de « déplacer le regard »⁵.

Il existe en effet dans l'histoire longue une façon d'appréhender l'Islam comme facteur de discord. C'est le fameux paradigme élaboré par Henri Pirenne, à partir de son « Mahomet et Charlemagne », largement repris par la suite par de nombreux historiens, selon lequel l'arrivée de l'islam a mis définitivement fin à l'unité du monde méditerranéen. Cette faille historiographique a été prolongée et répétée jusqu'à aujourd'hui.

Or elle repose sur un grand malentendu et sur un profond déni, celui des sources arabes de la culture européenne.

Une des premières façons de surmonter les défis identitaires et culturels qui s'affirment dans les relations entre l'Europe et l'Islam, c'est de faire resurgir le « monde de significations communes » qui relie ces ensembles culturels à travers la Méditerranée. Tout un travail de réappropriation des héritages partagés doit donc être engagé d'une rive à l'autre. La Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures et les civilisations, récemment créée à Alexandrie, pourrait être dans ce domaine un opérateur significatif. Des propositions en ce sens ont d'ores et déjà été engagées auprès de la direction de la Fondation.

Reste que le « dialogue entre les cultures et les civilisations » ne peut pas être considéré comme une évidence et qu'il révèle un certain nombre d'ambiguïtés dans ses formulations. Le risque de

⁵ Dionigi Albera, in *Les défis et les peurs*, op-cit, p 125.

l'essentialisme culturel n'est en effet jamais loin, sans compter le côté mystificateur d'un certain nombre de discours culturels qui trop souvent servent de prétexte pour éviter de poser des questions politiques, comme celles des libertés publiques et de la citoyenneté dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

La question du vivre ensemble, des syncrétismes culturels opposés à de soit disant incompatibilités de cultures entre l'Europe et l'Islam, est au cœur de la réflexion en cours, notamment de la part des anthropologues. Le terrain de ce que Michel de Certeau appelle « la culture au quotidien » est sans doute celui sur lequel se jouent en profondeur les défis identitaires et culturels, entre Europe et Méditerranée. Christian Bromberger souligne par exemple très bien que derrière le « rêve méditerranéen » de cultures polyphoniques, et par delà la cacophonie des affrontements culturels et religieux, il existe une Méditerranée où se jouent des oppositions complexes de l'un par rapport à l'autre, dont les pratiques alimentaires, autour de l'alcool et du porc, et les pratiques matrimoniales, ce que Germaine Tillion appelle le mariage « entre soi », sont sans doute les éléments les plus structurants.

A cet égard, il est très important de chasser les fausses évidences. Comme le souligne Christian Bromberger : « Une vision simpliste amènerait à penser que plus les cultures sont proches ou se rapprochent, plus l'harmonie doit régner entre ceux qui s'en réclament. Si tel était le cas, l'harmonie devrait régner depuis des siècles entre juifs et musulmans. »⁶

Il souligne l'importance de trouver une bonne distance dans la relation à l'Autre, variable selon les contextes historiques et politiques, et il ajoute : « Ce ne sont pas tant les différences que leur perte qui peut susciter la rivalité, voire la violence. »⁷

Les politiques volontaristes qui se proposent de surmonter les défis identitaires et culturels qui se trament aujourd'hui entre Europe et Méditerranée, et singulièrement entre l'Europe et l'Islam, à la fois sur un plan extra-européen comme sur un plan intra-européen, seraient bien inspirées de prendre en compte ce jeu des proximités et des différences. Il s'agit en effet de bien penser les formes de convergences entre cultures et d'éviter les rapprochements intempestifs ou les confusions destructrices car, comme le soulignait l'anthropologue René Girard, le théoricien de la « rivalité mimétique » : « Là où la différence fait défaut c'est la violence qui menace »...

La guerre des cultures et le clash des civilisations, fondées sur des visions essentialistes qui tracent des frontières irréductibles, conduisent vers une impasse.

Le dialogue des cultures et des civilisations, fondé sur un universalisme abstrait et sur une abolition des différences, peut tout autant conduire vers une impasse où la violence risque d'être au rendez-vous.

Entre ces discours en miroirs qui se font face, il s'agit d'inventer un

⁶ Christian Bromberger, *Paix et guerres entre les cultures*, op-cit, p 132

⁷ Ibid, p 134.

chemin critique qui prenne en compte la complexité des interactions entre cultures. C'est à ce prix qu'il sera éventuellement possible de surmonter les défis identitaires et culturels qui s'annoncent, entre Europe et Méditerranée.

Ces défis culturels, qui prennent une plus grande intensité aujourd'hui, compte tenu notamment de l'effet démultiplicateur des médias, ne sauraient masquer les défis politiques et stratégiques.

3/ Les défis politiques et stratégiques

A grands traits, et à partir des analyses qui ont été conduites dans le cadre des travaux du réseau, trois types de défis sont apparus.

- *Autour de la tension entre le partenariat euro-méditerranéen et le projet américain de Grand Moyen Orient, traversé par le conflit israélo-arabe.*

Deux visions distinctes s'affirment, l'une portée par les Etats-Unis, le Grand Moyen Orient, et l'autre défendue par l'Union Européenne, le partenariat euro-méditerranéen. Ces deux agendas politico-stratégiques divergent et n'incluent pas le même ensemble régional. L'impact de la guerre en Irak a créé un clivage majeur au sein même de l'Union européenne, entre les pays qui soutenaient la position américaine, la Grande Bretagne ; la Pologne, l'Espagne avant le 11 mars ; et ceux qui se sont opposés à cette intervention militaire sans mandat des Nations Unies, la France, l'Allemagne ou la Belgique.

Cette ligne de partage est en outre accusée par l'intensité du conflit israélo-palestinien, et plus largement israélo-arabe.

Le partenariat euro-méditerranéen est né dans le sillage des accords d'Oslo et du processus de paix-israélo-palestinien. Or ce processus de paix s'est retourné en processus de guerre et cela n'est pas sans peser lourdement sur l'ensemble du dispositif euro-méditerranéen. Les lignes de partage et les clivages politiques se manifestent avec une grande violence autour de ce foyer de cristallisation des conflits que représente l'affrontement israélo-palestinien. C'est sans doute là le principal défi politique auquel est confronté l'Union européenne. Elle peine à trouver en son sein une position singulière et indépendante par rapport à la politique américaine dans la région.

L'initiative du Grand Moyen Orient, lancée par les Etats-Unis, s'inscrit dans un cadre politico-stratégique profondément différent du partenariat euro-méditerranéen. Elle se fonde sur un découpage territorial, incluant notamment le Pakistan et l'Afghanistan, directement en phase avec les intérêts stratégiques américains.

Quel est l'agenda politique qui est susceptible de s'imposer ? Il se joue là un « grand jeu » politico-stratégique qui peut largement modeler l'avenir des relations internationales dans cette région du monde.

- *Autour des libertés publiques, de la démocratie et de la citoyenneté*

La focalisation sur la question du terrorisme en Europe, notamment après les attentats de Madrid et de Londres, ne saurait occulter la question des libertés publiques. Il y a là un défi politique majeur et une

contradiction au cœur de l'approche européenne.

Il est en effet clairement affirmé, au nom d'une bonne gouvernance, que les pays méditerranéens partenaires doivent respecter les libertés publiques et les grands principes de la démocratie. Or dans le même temps ces régimes politiques, qui sont le plus souvent autoritaires, au Maghreb comme au Machrek, sont considérés par l'Union européenne comme de possibles remparts face à la montée de l'islamisme politique. Un tel positionnement conduit à neutraliser les éventuelles pressions politiques européennes. Les principes démocratiques, volontiers affichés dans les discours, sont ainsi vidés de leur sens et de leur contenu dans la pratique. Un tel grand écart n'est pas sans décrédibiliser le projet européen vis-à-vis des sociétés du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Comment analyser une telle contradiction ?

Il y a de l'opportunisme politique dans ce positionnement fait de contradictions et de faux semblant. L'inquiétude et la peur de l'islamisme politique, dont ces régimes autoritaires sont supposés être d'utiles boucliers pour une Europe qui se sent menacée, sont sans doute des facteurs déterminants pour expliquer le mutisme européen face à la violation des libertés publiques. Mais plus profondément, deux autres types de facteurs entrent en ligne de compte : le poids de l'héritage colonial et les restes de l'orientalisme.

Le sentiment de culpabilité vis-à-vis de l'héritage colonial et de la « mission civilisatrice », qui a servi à justifier nombre de conquêtes militaires, favorisent une certaine retenue de la part de l'Europe qui ne se sent en fin de compte pas vraiment légitime pour faire prévaloir ses valeurs démocratiques.

Des restes d'orientalisme, qui tendent à considérer qu'au fond la liberté et la démocratie ne sont pas vraiment faites pour ces pays, affleurent également dans la conscience politique.

Le « despotisme oriental », catégorie jadis inventée par les vénitiens⁸ pour disqualifier l'empire ottoman contre lequel les Doges étaient en lutte pour la suprématie en Méditerranée, demeure une représentation politique assez largement répandue. Il est ainsi souvent déclaré comme une évidence qu'islam et démocratie sont incompatibles.

A travers la peur de l'islamisme, l'inquiétude d'affirmer ses valeurs, héritée du colonialisme, et le mépris lié à l'orientalisme, la question des libertés publiques entre Europe et Méditerranée tend à être marginalisée.

Or l'Europe témoigne ainsi d'une forme d'aveuglement politique. Le temps n'est pourtant pas si lointain où, grâce à la 3^{ème} Corbeille des Accords d'Helsinki, il a été possible de favoriser l'ouverture politique des pays communistes d'Europe centrale et orientale sous domination soviétique. Le rôle des minorités actives, et notamment des intellectuels tels que Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, Jacek Kuron en Pologne ou Andreï Sakharov en Russie, a été déterminant dans la transformation de ces régimes politiques durant les vingt dernières années.

⁸ A ce sujet voir Lucette Valensi, *Venise et la Sublime Porte, la naissance du despote*, Paris, Hachette, 1987

Pourquoi cela ne serait-il pas possible dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ? Il ne s'agit pas pour l'Europe d'imposer des valeurs démocratiques, ce qui serait probablement voué à l'échec. Il s'agit en revanche de soutenir et de défendre les acteurs qui, à l'intérieur même de ces sociétés, travaillent à leur ouverture démocratique.

Ce défi politique sera très vraisemblablement au cœur des relations euro-méditerranéennes dans les années à venir.

• *Autour des relations entre la Turquie et l'Europe*

Les débats suscités par la candidature de la Turquie à l'Union européenne sont révélateurs des défis politiques et stratégiques qui s'annoncent autour de cette question.

Il nous a semblé à ce sujet opportun de renverser le regard et d'interroger l'opinion publique turque dans sa relation à l'Europe, plutôt qu'un point de vue européen déjà largement médiatisé.

Hakan Yilmaz⁹, à partir notamment d'une longue enquête sur « L'opinion publique turque face à l'Union européenne » décrit deux types de syndrome qui marquent la conscience historique turque dans sa relation à l'Europe : le syndrome de Sèvres et le syndrome des Tanzimat.

Le syndrome de Sèvres vient du traité qui a conduit au démantèlement de l'empire ottoman, au lendemain de la 1^{ère} guerre mondiale, contre lequel s'est dressé Mustapha Kemal, qui a rétabli la souveraineté politique de la Turquie. Ce syndrome évoque l'hostilité des puissances occidentales vis-à-vis de la Turquie.

Le syndrome des Tanzimat rappelle le long processus de réforme et de modernisation de l'empire ottoman qui a conduit, d'une certaine façon, à son occidentalisation. L'étude proposée par Hakan Yilmaz, à propos de ce syndrome, part des « attitudes de la population envers les libertés et les droits fondamentaux », comme par exemple : l'égalité devant la loi, qui doit pouvoir « exister en tout temps et en toutes circonstances » (91% d'opinion favorable) ; la liberté de conscience et de religion (90%) ; la liberté de communiquer (85%) ; le droit de ne pas être soumis à la torture (83%) ; la liberté d'expression (74%) ; le droit de se servir de sa langue maternelle (74%).

Le standard des valeurs et des attitudes dans le domaine des libertés est donc clairement européen, ce qui est rarement présenté dans les débats relatifs à la candidature de la Turquie pour son adhésion à l'Union européenne.

Il existe en Turquie une réelle demande d'Europe. Reste que les tergiversations et les réactions négatives suscitées par sa candidature ont commencé à susciter des mouvements de repli et à réactiver dans le pays le syndrome de Sèvres. Comme l'observe Yilmaz : « Dans le scénario plus pessimiste où les négociations seraient bloquées ou suspendues indéfiniment (...), le conservatisme nationaliste et l'isolationnisme s'en trouveraient renforcés. Dans ces conditions, les partisans de l'intégration verraient leur crédibilité fortement entamée

⁹ Voir « Le conservatisme turc et l'idée d'Europe », in *Les défis et les peurs*, op-cit, p 187-218.

et il ne leur resterait que très peu d'arguments pour défendre leur projet d'eupéanisation de la politique et de la société turques. »¹⁰

Il se joue là, dans la relation Turquie-Europe, une question stratégique qui est loin d'être à ce jour véritablement clarifiée. Comment ce défi sera-t-il surmonté ? Où en est l'Union européenne dans sa relation à la Turquie ? Ces questions ne pourront pas rester très longtemps sans réponse.

A partir de la mesure des défis démographiques et migratoires, identitaires et culturels, politiques et stratégiques, quels scénarios esquisser pour demain dans les relations entre Europe et Méditerranée ?

II/ Des scénarios pour demain

Trois grands scénarios semblent se dessiner : les dynamiques de la conflictualité ; les tentations de la marginalité et les ambitions d'un projet partagé.

Il ne s'agit pas ici d'écrire des scénarios de politique-fiction mais d'explorer des grandes tendances au vu de l'analyse d'un certain nombre de facteurs à la fois nationaux et internationaux.

1/ Les dynamiques de la conflictualité

Depuis les attentats du 11 septembre à New York la question du terrorisme est placée au cœur des relations internationales. Les attaques de Madrid puis de Londres, sans parler des nombreuses menaces d'attentats qui ont été déjouées, indiquent que cette forme de violence politique venant de différents réseaux du djihadisme islamique est en mesure de frapper directement l'Europe.

Les dynamiques de la conflictualité qui sont à l'œuvre sont-elles susceptibles de s'amplifier ?

Le scénario d'une spirale de la violence, terrorisme, répressions, replis identitaires et antagonismes politiques, entre une Europe qui se percevrait de plus en plus comme une « citadelle assiégée » et un monde arabe et musulman qui se sentirait de plus en plus agressé par l'hégémonie politique occidentale, n'est pas à exclure. Cette représentation est aujourd'hui à la Une de nombreux médias et nourrit toute une littérature qui se fonde sur de grandes peurs collectives.

Le glissement progressif des relations euro-méditerranéennes vers une violence frontale, sous la forme de ce que Paul Virilio appelle une « guerre civile mondiale », qui ne se joue pas simplement entre Etats mais tout autant entre sociétés, est une hypothèse qui prend de la consistance. Les « portes de la guerre » semblent être désormais ouvertes, ou en tout cas entrouvertes.

Même si au départ cette hypothèse ne concerne que de très petites minorités actives, les forces de rejet voire d'actions violentes se nourrissent les unes les autres et conjuguent aussi bien des réalités

¹⁰ Ibid, p 217

intérieures, du type insurrections urbaines ou répressions racistes, que des réalités internationales, du type conflits non réglés ou peurs d'invasions.

Les dynamiques de la conflictualité qui sont désormais activées, d'une rive à l'autre de la Méditerranée, et qui peuvent s'appuyer sur des écarts de richesse qui n'ont pas été atténués depuis dix ans, date de lancement du « processus de Barcelone », pourraient s'accélérer dans les années à venir. Une faille méditerranéenne est en effet en train de se creuser et elle est susceptible de provoquer de violentes secousses.

Ce devenir conflictuel des relations euro-méditerranéennes semble être anticipé, tout au moins par l'Europe, avant tout sous un mode sécuritaire et non sur un plan politique. Or, « on n'arrête pas les idées avec des balles », mais avec d'autres idées et des projets plus convaincants.

Le partenariat euro-méditerranéen aurait pu être un cadre politico-stratégique approprié pour surmonter la spirale de la violence qui est en train de se former. Mais le naufrage récent du Sommet euro-méditerranéen de Barcelone, en novembre 2005, qui avait pourtant été initialement annoncé comme l'occasion d'une relance politique au plus haut niveau de ce processus considéré jusqu'ici comme en panne, ne prélude pas particulièrement d'un « avenir radieux ».

Qu'est ce qui peut désormais enrayer les dynamiques de la conflictualité qui sont à l'œuvre ?

2/ Les tentations de la marginalité

L'Europe, qui depuis 1989 a progressivement réintégré sa moitié orientale, est tentée par « l'euro-centrisme ». Son échelle désormais quasi continentale et son centre de gravité politique qui s'est déplacé à l'Est, notamment depuis l'élargissement à vingt cinq pays membres de l'Union, peuvent l'amener à détourner son regard de ce qui n'est pas elle. La Méditerranée, perçue comme une ligne frontière ou comme un nouveau *limes*, serait dans ces conditions marginalisée.

La priorité politique, économique ou sociale étant de se préoccuper avant tout de ce qui se passe en Europe, pourquoi donc se soucier du monde en général et du monde méditerranéen en particulier ?

Cette propension à l'euro-centrisme, qui légitime des phénomènes de repli et qui justifie une forme d'indifférence à ce qui n'est pas « Nous », européens, si possible chrétiens, semble être une tendance lourde de ce continent qui traverse ce que les démographes appellent une situation de « super-vieillesse ».

La relégation de la Méditerranée le plus loin possible des préoccupations intra-européennes est susceptible d'approfondir l'enlisement du partenariat euro-méditerranéen. On voit mal en effet, sans une réelle impulsion politique, ce qui pourrait sortir ce processus de l'ornière. L'absence de la quasi-totalité des chefs d'Etat arabes lors du Sommet de Barcelone tend à indiquer qu'il s'agit de plus en plus d'un partenariat sans partenaires ! La distance se creuse entre une rive et l'autre de la Méditerranée et la marginalisation de cette région du monde, par rapport aux grandes tendances de la mondialisation, ne

peut qu'approfondir la dérive en cours.

La tentation de la marginalité se fonde sur l'hypothèse, ou plutôt sur l'illusion, que le devenir du monde méditerranéen n'est en fin de compte guère susceptible d'affecter le devenir du monde européen. Comme si ces deux mondes pouvaient être déconnectés ?

Le réveil d'une Europe qui se serait détournée voire désintéressée de ses voisins méditerranéens du Sud pourrait dans ces conditions être brutal.

3/ Les ambitions d'un projet partagé

Le Sommet de Barcelone, en novembre 2005 devait relancer le partenariat euro-méditerranéen et lui donner une nouvelle crédibilité politique. Les chefs d'Etats des pays partenaires, en dehors de la Turquie et de la Palestine, n'ont cependant pas été au rendez-vous de ce sommet, qui n'a en fin de compte pas été en mesure d'adopter une résolution finale.

La crise, longtemps souterraine, est donc désormais visible et publique. Il ne sera possible d'en sortir qu'à condition de jeter les bases d'un ambitieux projet partagé.

Le partenariat euro-méditerranéen souffre en effet de sa profonde ambiguïté, on ne sait pas s'il s'agit d'une politique extérieure de l'Union européenne ou d'un véritable projet commun. Comme l'observent Dimitri et Kalypso Nicolaïdis : « A l'origine, le processus Euro-Med avait été conçu de façon symbolique en opposition à ce paradigme colonial, selon les principes de multilatéralisme régional et d'égalité formelle entre les Etats. Or il est difficile de nier que la relation ainsi établie entre les deux rives de la Méditerranée demeure un rapport entre objet et sujet. »¹¹

L'Europe a bien du mal à sortir d'une configuration hégémonique dans ses relations avec ses voisins méditerranéens. « (...) il ne faut pas voir l'Euro-Med comme une extension du modèle de l'UE à ses voisins, mais plutôt comme un projet alternatif, voire complémentaire de construction communautaire. L'UE doit en effet accepter l'idée qu'elle n'est pas forcément un laboratoire pour la région méditerranéenne et que l'Euro-Med obéit à une logique différente. »¹² Pour le moment en tout cas cette « logique différente » n'a pas su voir le jour, ce qui explique sans doute, au moins pour partie, pourquoi le partenariat euro-méditerranéen est aujourd'hui dans l'impasse.

Existe-t-il des chemins pour sortir d'une telle impasse ?

Un des problèmes majeurs qui apparaissent est que le partenariat euro-méditerranéen est un processus sans fin(s)... Il ne débouche sur rien d'autre que sur sa perpétuation. Cette absence de perspective politique le met dans l'impasse. A quoi bon y adhérer, si ce n'est pour des raisons pragmatiques, pour mobiliser quelques financements, se saisir d'opportunités de marchés et gagner quelques avantages ? Mais tout

¹¹ Dimitri et Kalypso Nicolaïdis, « L'Europe au miroir de la Méditerranée », in *Les défis et les peurs*, op-cit, p 244

¹² Ibid, p 257

cela n'institue pas un projet politique, il s'agit d'arrangements de circonstance qui ne dessinent pas une orientation stratégique et encore moins historique pour les pays qui y sont impliqués.

Comme l'observait Raymond Aron : « L'hégémonie est une modalité instable de l'équilibre », or nous entrons dans une configuration de relations internationales, entre Europe et Méditerranée, où l'équilibre est en train de basculer. Saurons-nous y faire face ?

Cela signifie que nous parvenions à sortir de l'hégémonie et à tendre vers un équilibre où se coalisent suffisamment d'intérêts communs et où se construit une vision du monde partagée entre l'Europe et la Méditerranée fondée sur des relations de confiance. Cette hypothèse suppose que l'Europe ait tiré toutes les leçons du colonialisme et de l'orientalisme, qu'elle sorte d'un horizon où s'exprime avant tout une volonté de dominer pour définir les termes, avec ses partenaires, d'un projet d'avenir véritablement partagé. Le lancement d'une telle négociation requiert, dans la réciprocité, une réelle volonté d'ouverture de la part des pays partenaires, un renforcement des échanges Sud-Sud et une place reconnue aux sociétés civiles comme à l'exercice des libertés publiques.

Cet agenda, réellement post-colonial, ne sera pas facile à mettre sur pied. Il suppose de sortir des vieilles habitudes et doit amener la Commission européenne comme les pays membres de l'Union européenne à ne plus être les seuls ordonnateurs. C'est une invitation à une forme de révolution mentale et à une possibilité offerte de changer la donne pendant que nous sommes encore en situation de paix. Mais le plus souvent les configurations ne changent que sous l'empire de la nécessité : « Le pouvoir d'être affecté se présente comme puissance d'agir » observait Spinoza...

Le rééquilibrage des relations euro-méditerranéennes, à partir notamment d'une vision retournée, Méditerranée-Europe, pourrait changer profondément la perception des défis et ouvrir le chemin d'une politique profondément transformée entre ces deux grands ensembles régionaux qui auront dans les cinquante ans qui viennent environ quatre cent millions d'habitants chacun.

Une « Communauté méditerranéenne », alliée à l'Union européenne, pourrait-elle voir le jour ? Ce qui semble être aujourd'hui une impossible utopie pourrait être demain une profonde nécessité.